

- > L'absence du salarié est-elle prise en compte pour le calcul de ses congés ? : Congés de formation économique, sociale et syndicale
- > Congé de formation économique, sociale, environnementale et syndicale (CFESES) : Code du travail : articles L2145-1 à L2145-13
- > Comment calculer l'ancienneté pour le montant de l'indemnité de licenciement ? : Congés de formation économique, sociale, environnementale et syndicale (L2145-10)

L. 2145-2

Ordonnance n°2007-329 du 12 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La formation des salariés appelés à exercer des responsabilités syndicales, notamment au sein d'organismes de caractère économique et social, et des adhérents à une organisation syndicale amenés à intervenir en faveur des salariés peut être assurée :

- 1° Soit par des centres spécialisés, directement rattachés aux organisations syndicales représentatives ;
- 2° Soit par des instituts internes aux universités.

Toutefois, des organismes dont la spécialisation totale ou partielle serait assurée en accord avec des organisations syndicales peuvent participer à la formation des salariés appelés à exercer des responsabilités syndicales et des adhérents à une organisation syndicale amenés à intervenir en faveur des salariés. Pour bénéficier des dispositions de l'article **L. 2145-3**, ces organismes doivent avoir reçu l'agrément du ministre chargé du travail.

L. 2145-3

Ordonnance n°2007-329 du 12 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'Etat apporte une aide financière à la formation des salariés mentionnés à l'**article L. 2145-1** et des adhérents à une organisation syndicale amenés à intervenir en faveur des salariés par la subvention mentionnée au 3° du I de l'article **L. 2135-10** et par une subvention aux instituts mentionnés au 2° de l'**article L. 2145-2**.

L. 2145-4

Ordonnance n°2007-329 du 12 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent chapitre.

Section 2 : Congés de formation économique, sociale, environnementale et syndicale

L. 2145-5

LOI n°2021-1104 du 22 août 2021 - art. 41

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Tout salarié qui souhaite participer à des stages ou sessions de formation économique, sociale et environnementale ou de formation syndicale organisés soit par des centres rattachés aux organisations syndicales mentionnées au 3° de l'article **L. 2135-12**, soit par des instituts spécialisés, a droit, sur sa demande, à un ou plusieurs congés.

L. 2145-6

LOI n°2021-1104 du 22 août 2021 - art. 41

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le salarié bénéficiant du congé de formation économique, sociale, environnementale et syndicale a droit au maintien total par l'employeur de sa rémunération.

L'employeur verse les cotisations et contributions sociales afférentes à la rémunération maintenue.

L. 2145-7

LOI n°2021-1104 du 22 août 2021 - art. 41

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La durée totale des congés de formation économique, sociale et environnementale et de formation syndicale pris dans l'année par un salarié ne peut excéder douze jours. Elle ne peut excéder dix-huit jours pour les animateurs des stages et sessions.